



## Cahier des clauses particulières (CCP)

**Consultation n°**

**2025 26**

### **Intitulé du marché**

**ACCORD-CADRE POUR LA FOURNITURE DES  
« CADEAUX DE NOEL 2025-2026-2027-2028 »  
POUR LE CCAS D'HENNEBONT**

En application des articles L.2113-12 et R. 2113-7 du Code de la Commande Publique, le marché est réservé aux entreprises adaptées au sens de l'article L.5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelles dans des conditions normales.

## 1. Identification de l'acheteur

<input type="checkbox"/> <b>Ville d'Hennebont</b> Hôtel de Ville 13 Place Foch 56700 HENNEBONT Représentée par Madame la Maire Tél : 02 97 85 16 16 Fax : 02 97 36 54 78 <u>Site internet</u> : <a href="https://www.hennebont.bzh/">https://www.hennebont.bzh/</a>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>CCAS d'Hennebont</b> Hôtel de Ville 13 Place Foch 56700 HENNEBONT Représentée par Madame la Présidente Tél : 02 97 85 16 16 Fax : 02 97 36 54 78 <u>Site internet</u> : <a href="https://www.hennebont.bzh/">https://www.hennebont.bzh/</a>	<input type="checkbox"/> <b>Groupelement de commande : Ville d'Hennebont &amp; CCAS d'Hennebont</b> Hôtel de Ville 13 Place Foch 56700 HENNEBONT Tél : 02 97 85 16 16 Fax : 02 97 36 54 78 <b>Coordinateur :</b> Représentée par :
--	---	--

## 2. Objet de la consultation

### ▪ Objet & lieu(x) d'exécution / de livraison

<b>Le présent contrat a pour objet :</b>	Fourniture de cadeaux de Noël pour les Hennebontais de plus de 75 ans à domicile et dans les structures EHPAD. Les colis sont livrés dans un lieu défini par le CCAS et le CCAS s'occupe de la distribution.
<input checked="" type="checkbox"/> Territoire de la commune d'Hennebont	<input type="checkbox"/> Adresse(s) spécifique(s) :

### ▪ Codes CPV :

Code	Libellé
15897300-5	Colis alimentaires
64121200-2	Services de livraison de colis

La description des prestations à exécuter est indiquée dans le : ☒ CCP ☐ CCTP

## 3. Caractéristiques de la consultation / du contrat

### ▪ Nature du marché :

Au regard des dispositions des articles L. 1111-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent contrat constitue un marché de :

<input type="checkbox"/> Travaux <input checked="" type="checkbox"/> Fournitures <input type="checkbox"/> Services	<input type="checkbox"/> Mixte :
--	----------------------------------

▪ **Etendue de la consultation :**

Le présent marché est passé selon la procédure :

<input type="checkbox"/> Sans publicité ni mise en concurrence <input type="checkbox"/> Achat < à 40 000 € HT <input type="checkbox"/> Travaux < à 100 000 € HT <input type="checkbox"/> Autre motif :  <input checked="" type="checkbox"/> Adaptée <input checked="" type="checkbox"/> En raison de son montant <input type="checkbox"/> En raison de son objet :	<input type="checkbox"/> Appel d'offres <input type="checkbox"/> Dialogue compétitif <input type="checkbox"/> Procédure avec négociation
---	--

La procédure mise en œuvre est :

<input checked="" type="checkbox"/> Ouverte <input type="checkbox"/> Restreinte	
En cas de procédure restreinte :	

En cas d'infructuosité prononcée, il sera possible de recourir à une procédure négociée au sens de l'article R. 2122-2 du Code de la Commande Publique.

Aussi, l'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre du présent marché passé après mise en concurrence.

▪ **Forme du contrat :**

La forme du présent contrat est :

<input type="checkbox"/> Marché global & forfaitaire (ordinaire) <input checked="" type="checkbox"/> Accord-cadre à bons de commande <input type="checkbox"/> Accord-cadre à marchés subséquents <input type="checkbox"/> Marché subséquent	<input type="checkbox"/> Marché de conception réalisation <input type="checkbox"/> Marché global de performance <input type="checkbox"/> Marché de partenariat <input type="checkbox"/> Partenariat d'innovation <input type="checkbox"/> Concours
<input checked="" type="checkbox"/> Mono-attributaire (1 seul attributaire par lot / marché)	<input type="checkbox"/> Multi-attributaires :

▪ **Allotissement :**

<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non, pour le(s) motif(s) suivant(s) :  <input checked="" type="checkbox"/> Absence de prestation distincte <input type="checkbox"/> L'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination <input type="checkbox"/> La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations
---	---

- **Politique achat applicable à la présente consultation / au présent contrat**

<b>Réservation de marché :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Précisions :</b>  <p style="color: red; margin: 0;">En application des articles L.2113-12 et R. 2113-7 du Code de la Commande Publique, le marché est réservé aux entreprises adaptées au sens de l'article L.5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelles dans des conditions normales.</p>

Insertion	
Intégration d'une clause d'insertion au contrat :	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, les modalités sont les suivantes :	
Intégration d'un critère d'insertion :	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Environnement	
Intégration d'une clause environnementale au contrat :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, les modalités sont les suivantes :	Les produits proposés pour les colis doivent respecter le principe des circuits courts, la saisonnalité. Le conditionnement des produits comme le colis doivent être respectueux de l'environnement.
Intégration d'un critère environnemental :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

- **Décomposition en tranche(s) optionnelle(s) :** ☐ Oui ☒ Non
- **Variantes :** ☒ Interdites ☐ Variante(s) imposée(s) ☐ Variante(s) libres(s)
- **Prestations supplémentaires éventuelles :** ☐ Oui ☒ Non
- **Durée du marché :**

<input checked="" type="checkbox"/> 1 an renouvelable 3 fois (4 ans au total)  Les reconductions sont tacites. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction et aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public. La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur ou le titulaire sera notifiée par mail ou lettre recommandée avec accusé de réception au moins 4 mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.	<b>À compter :</b>  <input type="checkbox"/> De la date du : <input checked="" type="checkbox"/> De la notification du contrat <input type="checkbox"/> De l'ordre de service de démarrage
--	--

Aucune résiliation, par le titulaire, en cours d'exécution, n'est admise.	
---	--

▪ **Délais de livraison :**

**Les colis doivent être livrés dans un délai de 6 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande.**

▪ **Prix du marché :**

<b>Forme des prix :</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Prix unitaires	<input type="checkbox"/> Prix forfaitaires	<input type="checkbox"/> Prix mixtes (une partie unitaire et une autre partie forfaitaire)
-------------------------	--	--	--

	<b>En € HT</b>	<b>En € TTC</b>
<b>Montant estimé :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Annuel (par lot) <input type="checkbox"/> De l'opération (par lot)	14 200 €	14 981 €

<b>Contrat concerné par des montants minimums / maximums :</b>		<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<b>Montants Mini / Maxi annuel en € HT</b>	<u>En cas d'accord-cadre à BDC :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mini : 12 800 €</li> <li>• Maxi : 16 000 €</li> </ul>	<u>En cas d'accord-cadre à prix mixtes :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Estimatif (partie forfaitaire) :</li> <li>• Mini (partie unitaire) :</li> <li>• Maxi (partie unitaire) :</li> </ul>	

<b>Evolution des prix :</b>	<input type="checkbox"/> Fermes	<input type="checkbox"/> Actualisables	<input checked="" type="checkbox"/> Révisables
<b>Remise sur tarif public :</b>	<input type="checkbox"/> Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Retenue de garantie :</b>	<input type="checkbox"/> Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Avances :</b>	<input type="checkbox"/> Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>	

## 4. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, dans l'ordre de leur prépondérance en cas de contradiction :

<input checked="" type="checkbox"/>	L'Acte d'engagement et ses éventuelles annexes
<input checked="" type="checkbox"/>	Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et ses éventuelles annexes
<input checked="" type="checkbox"/>	L'Offre technique du titulaire

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, le mois de la date limite de réception des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales **issu de l'arrêté du 31 mars 2021** applicable aux marchés de fournitures courantes et de services ;

- Les normes et règlements en vigueur propres à l'objet du marché ;
- Les normes européennes en vigueur propres à l'objet du marché ;
- Les documents susmentionnés.

Ces documents bien que non joints au dossier de consultation sont réputés connus du titulaire, et le titulaire reconnaît expressément leur caractère contractuel.

## 5. Conditions d'exécution particulières des prestations

### ▪ Dispositions générales :

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché. Le titulaire est tenu d'adapter son offre en cours de marché du fait des évolutions réglementaires applicables aux prestations et services objets de la présente consultation.

Un avenant viendra régler les conséquences techniques et financières de cette adaptation.

### Cotraitance :

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, les articles R. 2191-52, R. 2191-53 et R. 2191-39 dudit Code.

### Sous-traitance :

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique, la sous-traitance est autorisée pour les marchés de services.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de son agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue d'obtenir l'agrément du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire remet au Pouvoir adjudicateur une déclaration (formulaire DC4 ou équivalent) mentionnant :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- ses capacités professionnelles, financières,
- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant maximum de chaque prestation sous-traitée doivent être précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des pénalités,
- le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant,
- la déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées par le Code de la commande publique,
- L'attestation sur l'honneur que l'entreprise qu'il représente ou toute personne ayant agi sous son couvert n'ont fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.349-9, L.324-10, L.341-6, L.349-10, L.125-1 et L.125-3 du Code du Travail,

à l'adresse suivante :

Mairie d'Hennebont

Hôtel de Ville  
Service de la Commande Publique  
13 place Maréchal Foch – BP 130  
56 704 HENNEBONT

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sont constatés dans un acte spécial (formulaire DC4 ou équivalent) signé par le Pouvoir adjudicateur et par le Titulaire, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant.

En cours d'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir adjudicateur les modifications, mentionnées ci-dessus, concernant le sous-traitant.

Le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le Titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance et leurs avenants éventuels au Pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

Le Pouvoir adjudicateur agréé ou refuse le sous-traitant considéré en fonction des éléments suivants :

- la part des prestations sous-traitées, la sous-traitance totale du marché étant prohibée par le Code de la commande publique,
- les garanties techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.
- le Pouvoir adjudicateur agréé ou refuse les conditions de paiement du sous-traitant considéré en fonction des éléments suivants :
- si le montant du contrat de sous-traitance est fixé librement entre le Titulaire et le sous-traitant, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'agrément des conditions de paiement en cas d'écart manifestement injustifié entre les conditions du sous-traité et celles du marché.
- le sous-traitant agréé a droit au paiement direct si le montant de la ou des prestation(s) sous-traitée(s) est égal ou supérieur à 600 € TTC en application de l'article R. 2193-10 du Code de la commande publique.

Chaque sous-traitant ne pourra intervenir à quelque titre que ce soit avant qu'il n'ait été expressément accepté et ses conditions de paiement agréées par le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire devra s'assurer que les sous-traitants sont couverts par toutes les assurances nécessaires à la réalisation de leurs missions et veiller à ce qu'il s'engage au préalable.

Le Titulaire demeurera entièrement responsable de la bonne et complète exécution des prestations par ses sous-traitants.

▪ **Modalités de commande**

Les bons de commande sont des documents écrits, envoyés au titulaire. Ils précisent celles des prestations décrites dans le marché, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Le bon de commande précisera :

- le numéro du bon de commande ;

- le numéro de référence du marché ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- la désignation de la prestation et les quantités commandées ;
- le prix unitaires des prestations ;
- le(s) lieu(x) d'intervention, à respecter impérativement ;
- la date et/ou les délais d'intervention ;
- le montant de la prestation en euros HT et TTC.

Le bon de commande n'est pas une pièce constitutive du marché, il n'est qu'une modalité d'exécution. Il ne saurait être émis ou rédigé en contradiction avec les autres pièces du marché et notamment avec l'acte d'engagement signé avec le titulaire du marché.

En l'absence de réserve émise par le titulaire, celui-ci ne pourra dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

#### ▪ **Obligation de confidentialité et secret professionnel**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

#### ▪ **Prestations spécifiques attendues**

**Voir annexe 1 au présent CCP.**

#### ▪ **Modifications des prestations**

Le CCAS conserve le droit de faire évoluer les prestations objets du présent marché en intégrant ou supprimant des références et/ou services originellement inclus. Ces modifications prendront la forme d'un avenant.

## **6. Vérifications et admissions**

---

#### ▪ **Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées lors de la remise des prestations par le titulaire, dans les conditions prévues par les articles 27, 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S. Elles sont effectuées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Notamment, le contrôle consistera à vérifier :

- Si les prestations exécutées / fournitures livrées correspondent au bon de commande ;
- Que les conditions de transport ont été respectées le cas échéant ;
- Que les délais d'exécution sont respectés ;
- Que la qualité des fournitures et prestations sont conformes aux exigences du C.C.P.

En cas de litige à la réception, un procès-verbal sera édité par l'acheteur dans lequel figurera la totalité des remarques et constatations. Le procès-verbal ne pourra être remis en cause par le



fournisseur. Le pouvoir adjudicateur reste seul juge pour refuser ou non les prestations et pour en demander leur remplacement.

- **Admission / Réfaction**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S. par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

- **Contrôle**

Le CCAS se réserve le droit de contrôler sur place la bonne exécution des prestations confiées au titulaire et notamment le respect des engagements en matière environnementale et de gestion durable des ressources humaines.

## **7. Clauses environnementales**

---

Le CCAS encourage les démarches éco-responsables. C'est pourquoi les candidats pourront présenter toute action allant dans ce sens (utilisation de matière première, optimisation des fréquences de livraisons, ...) lors de leur offre initiale mais aussi en cours de marché. Ils mettront en œuvre de façon coordonnée avec le CCAS toute démarche aboutissant à une moindre consommation de ressources fossiles ou de produits présentant une menace, directe ou indirecte pour l'environnement.

- ☐ Aussi, le titulaire est tenu des respecter les clauses environnementales prévues au CCTP ;
- ☒ Aussi, le titulaire est tenu des respecter les clauses environnementales définies ci-dessous :

Les produits proposés pour les colis doivent respecter le principe des circuits courts, la saisonnalité. Le conditionnement des produits comme le colis doivent être respectueux de l'environnement.

## **8. Clauses d'insertion sociale**

---

Sans objet.

## **9. Prix du marché**

---

- **Caractéristiques des prix**

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations.

Il appartient au candidat de bien mesurer toutes les sujétions d'exécution avant de proposer ses prix car elles resteront à sa charge sans supplément de prix, ni intervention du pouvoir adjudicateur.

**Les modalités de rémunération sont définies ci-dessous :**

**La réalisation des prestations du présent marché sont réglées par application des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.**

▪ **Révision & Actualisation des prix :**

La clause ci-après s'applique :

☐ Prix fermes et définitifs

☐ Prix fermes et actualisables selon les dispositions ci-dessous :

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (date à laquelle le document unique a été signé par le titulaire) et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

**Prix actualisé = prix initial x (indices à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / indices de la date de fixation du prix dans l'offre).**

L'indice de référence est :

**Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.**

Le prix actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des travaux et constitue le prix de règlement.

☒ Prix révisables selon les dispositions ci-dessous :

Les prix du présent marché public seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés ☐ chaque mois ☐ tous les 3 mois ☐ tous les 6 mois ☒ annuellement à la date d'anniversaire.

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse par référence aux indices suivants et par application de la formule définis ci-dessous :

Indice de référence :	Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01.1 - Produits alimentaires Identifiant 001763868
Formule de calcul :	$Cr = 15.0\% + 85.0\% (001763868 (n) / 001763868 (o))$
Où :	I(o) = indice en valeur du « mois zéros », correspondant à la date de remise des offres. I(n) = indice en valeur connu au mois « de révision ».

Dans l'hypothèse où les indices utilisés pour procéder à la révision des prix sont modifiés ou supprimés de telle manière que le titulaire n'est plus en mesure d'ajuster les prix, de nouveaux indices pourront être définis par avenant.

#### ▪ **Clause butoir / Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, le cas échéant, de résilier sans indemnité les parties non exécutées du marché à la date de révision des prix si, par rapport à l'année précédente, les nouvelles propositions conduisent à une augmentation des prix supérieure au taux de 5 %.

Si aucune proposition de révision n'a été remise dans le délai précité, les prix applicables resteront ceux communiqués lors de la remise des offres ou ceux issus de la dernière révision de prix en fonction de la période considérée.

## **10. Modalités de règlement des prix**

---

Les prestations seront financées dans le cadre du budget du CCAS et feront l'objet d'un mandat administratif.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures par le pouvoir adjudicateur conformément à l'Article 2192-10 du Code de la Commande Publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement des factures est de 30 jours à compter de leur réception par le CCAS.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

### **Présentation des demandes de paiements**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique applicables.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du bon de commande,
- le service concerné,
- les fournitures livrées et prestations exécutées,
- la quantité,
- le montant hors taxe de la prestation en question éventuellement ajusté ou remis à jour,
- la remise consentie le cas échéant,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées HT et TTC,
- la date de facturation.

**La facture doit être libellée au nom de :**

**CCAS d'Hennebont**

Elle doit être **obligatoirement** envoyée via le portail Chorus Pro.

- ⇒ **Les factures doivent être transmises uniquement via CHORUS-PRO. Les factures transmises autrement que par le biais de la plateforme ne seront pas prises en compte.**

En cas de cotraitance, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seule habilité à présenter la demande de paiement et la facture au pouvoir adjudicateur.

## 11. Avance

---

### ▪ Avance sur bons de commande :

Sauf renonciation portée par le titulaire dans l'Acte d'Engagement, une avance de 5 % sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues au Code de la Commande Publique.

L'avance ne sera accordée que sur les bons de commandes d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

L'avance est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du bon de commande et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

### ▪ Avance forfaitaire :

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 5,00% du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

## 12. Cession et nantissement de créance

---

La créance résultant du marché pourra être cédée ou nantie par le titulaire. A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original sera remise au titulaire au moment de la notification du marché.

Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remis au gré du titulaire à l'établissement financier de son choix.

Le comptable assignataire des paiements est M. le comptable public de la Trésorerie principale Lorient.

### 13. Pénalités

☐ Application pleine et entière du CCAG-FCS

☒ Application du CCAG-FCS avec les réserves ci-dessous :

Le non-respect des délais tout comme le non-respect du calendrier d'exécution fixé lors de la notification du marché pourra être sanctionné par la personne publique. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont décomposées comme suit :

Manquement(s) constaté(s)	Montant de la pénalité
Retard de livraison	40 euros/jour ouvré de retard jusqu'à 2 jours ouvrés de retard.
	80 euros/jour ouvré de retard supplémentaire au-delà des 2 jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par ailleurs, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5% du montant H.T du bon de commande. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

#### ▪ Prolongation des délais et causes exclusives de responsabilité

Le titulaire pourra fournir tout élément justifiant de son incapacité ponctuelle à effectuer la prestation. Seuls les éléments constitutifs d'un cas de force majeure (imprévisible, extérieur et irrésistible) pourront justifier la non application des pénalités prévues à l'article 10.1. Il sera fait application de l'article 13 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas d'absence de consensus sur l'appréciation portée sur ces faits, les parties saisissent les instances de conciliation mentionnées à l'article 15.

#### ▪ Non-exécution ou exécution partielle de la prestation

Le CCAS d'Hennebont procédera à une refaçon dès lors que l'acquisition de la fourniture ne serait pas effectuée dans les conditions prévues au CCAP, les documents contractualisés et la proposition du candidat.

Dans l'hypothèse où le montant de cette refaçon ne ferait pas l'objet d'un consensus, les parties s'entendent pour saisir l'instance de conciliation prévue à l'article 14 du présent CCAP.

#### ▪ Détériorations du fait de la prestation

Le titulaire assume l'entière responsabilité de la prestation. Toute détérioration qui trouve son origine dans la prestation fera l'objet d'une prise en charge par le prestataire.

Par défaut, et sauf à produire la preuve de l'existence de cette détérioration au moment de la prestation, le titulaire sera tenu de rembourser, sur production de justificatifs, l'ensemble des coûts nécessaires à la remise en bon état des matériels détériorés.

La collectivité se réserve le droit d'actionner les actions complémentaires sur le fondement des articles 1382 et suivant du code civil.

#### ▪ **Exclusion de responsabilité**

Le titulaire fera connaître toute problématique d'origine interne à la collectivité qui pourrait entraver le fonctionnement correct du marché tel que défini dans le présent document.

Faute d'avoir signalé ces éléments le titulaire ne pourra soulever une quelconque demande tenant à exclure sa responsabilité dans l'exécution du marché. Ces remarques doivent être soulevées auprès du référent interne (Assistant de prévention).

Celui-ci fera connaître la position de la collectivité et les éventuelles mesures d'ajustement prises pour remédier aux dysfonctionnements.

Le titulaire fera alors connaître son accord sur les mesures, leur planning de réalisation et leur capacité à remédier aux écueils rencontrés.

Une fois mises en place, ces mesures écartent la possibilité pour le titulaire de soulever son exclusion de responsabilité pour la question traitée.

## **14. Assurance**

---

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le prestataire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le CCAS d'Hennebont ne saurait être tenue responsable d'un quelconque accident ou incident liées directement ou indirectement à l'exécution des prestations visées par le présent marché.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir adjudicateur.

## **15. Engagement de courtoisie et de confidentialité**

---

Chaque partie s'engage à conserver le secret et à ne pas divulguer les informations et documents, de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de l'autre partie, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Le titulaire du marché se porte garant du respect par ses agents et par les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de secret. Le titulaire doit informer ses agents et les tiers travaillant pour son compte des obligations de confidentialité qui s'imposent dans le cadre de l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ces derniers. Le non-respect de ses engagements par le titulaire expose celui-ci à la résiliation du marché pour faute et à d'éventuelles condamnations pénales.

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement parfaitement courtois et honnête.

Le vol ou la dégradation du matériel, tout comme le non-respect d'un agent municipal ou d'un tiers ainsi que la mauvaise volonté caractérisée dans l'exécution de son travail seront sanctionnés par la personne publique.

En application du présent article, le CCAS se réserve le droit d'agréer les préposés du titulaire ainsi que ceux de ses sous-traitants. Elle peut également exiger à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations. Le CCAS n'est pas tenue de faire connaître au titulaire les motifs de son refus d'agrément ou de sa décision de remplacement.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou une décision de remplacement.

En cas de violation par le personnel du titulaire ou du sous-traitant des obligations citées ci-dessus, ou que le titulaire a refusé de remplacer l'agent fautif, l'entreprise s'expose à l'application des mesures du chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues.

## **16. Protection des données à caractère personnel**

---

Par dérogation à l'article 5 du CCAG-FCS, la présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent marché public s'engage à effectuer pour le compte du Pouvoir Adjudicateur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Le titulaire doit tenir compte de l'application du règlement n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données. Ledit règlement, entré en vigueur le 24 mai 2016, est applicable et obligatoire dans tous ses éléments à compter du 25 mai 2018.

En particulier, il convient au titulaire de prendre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires au respect de la protection des données à caractère personnel dès la conception du produit ou du service et dans le cadre de la maintenance de celui-ci.

Il s'assure d'avoir recours au traitement de données à caractère personnel uniquement si la finalité du traitement ne peut être raisonnablement atteinte par d'autres moyens et, le cas échéant, doit fixer des délais raisonnables concernant la conservation de ces données.

La titulaire garantit également la facilité d'accès des particuliers aux informations relatives au traitement des données les concernant (règles, risques, garanties, droits).

Pour l'ensemble des données traitées par le prestataire dans le cadre du présent marché public, le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur les informations suivantes :

- L'objet, la nature et la finalité du traitement ;
- La durée du traitement ;
- Le type de données traitées ;
- Les catégories de personnes concernées ;
- Les obligations et droits du Responsable du traitement ;

Le titulaire :

- Ne traite les données que sur instructions documentées du Responsable de traitement ;
- Veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données soient engagées, contractuellement ou statutairement, à une obligation de confidentialité ;
- Met en œuvre les mesures de sécurité prévues à l'article 32 du Règlement Européen sur la protection des données (preuve du consentement explicite de la personne concernée) ;
- Répercute à ses sous-traitants l'ensemble des obligations applicables ;
- Aide le Responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de répondre aux demandes d'information, de droit d'accès / rectification / effacement / limitation / opposition / portabilité / retrait exercées par les personnes concernées ;
- Aide le Responsable du traitement à garantir la sécurité et la réalisation d'analyse d'impacts ;
- À la demande et au choix du responsable du traitement, supprime les données ou les restitue) ce dernier, aux termes du contrat de sous-traitance, et détruit les copies existantes (sauf obligation légale exigeant leur conservation) ;
- Met à la disposition du Responsable du traitement les informations nécessaires pour lui permettre :
  - D'établir qu'il respecte bien ses obligations légales ;
  - De réaliser des audits ;
  - D'être mis en garde dans le cas où une instruction constituerait une violation du Règlement européen sur la protection des données ou des dispositions légales applicables à la protection des données à caractère personnel.

En cas de non-conformité, il est rappelé que les responsables de traitement et sous-traitants encourent une responsabilité solidaire à l'égard des tiers.

En cas de recours ou de réclamation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se retourner contre son sous-traitant pour lui réclamer réparation de son préjudice en lien avec un manquement aux obligations de ce dernier.

## **17. Résiliation du contrat**

La commune de Hennebont pourra résilier unilatéralement le présent contrat, avant son terme normal, sans que le cocontractant ne puisse exiger des indemnités pour dommages et intérêt dans les cas suivants :

Conformément au Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements et selon les dispositions du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve enfin la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.



▪ **Résiliation pour mauvaise exécution :**

Sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire dans les cas suivants :

- En cas de retards successifs ou de non-respect récurrent des délais d'exécution ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de sécurité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels (CCAP, CCTP ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable, adressé par courrier avec avis de réception et restée infructueuse après un délai raisonnable.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

▪ **Résiliation pour faute grave :**

Notamment, constitue une faute grave l'un des manquements suivants :

- Manquement avéré au marché ou manquement répété à une obligation essentielle du marché ;
- Manquement aux règles de lutte contre le travail illégal.

Le cas échéant, la résiliation prendra effet dès réception de la notification faisant état de la faute grave et de la volonté de résilier le marché. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le Pouvoir Adjudicateur sera libre de procéder à la notification par voie d'huissier, le cas échéant, le dépôt de l'acte ou du récépissé de l'huissier mandaté vaudra notification.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par d'autres les missions restant à effectuer.

▪ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

Le présent marché peut être résilié pour motif d'Intérêt Général, sans indemnisation pour les prestations à bons de commande, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'Intérêt Général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

▪ **Résiliation pour production de fausses informations dans le cadre de L. 2195-5 du Code de la Commande Publique.**

Pour tous les autres cas, le chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. s'applique.

## **18. Contentieux**

---

Les contestations qui s'élèveront entre le cocontractant et la Commune au sujet des dispositions du présent contrat, seront soumises au Tribunal Administratif dans le ressort duquel se trouve située la Commune, à savoir :

Tribunal administratif de Rennes  
3, Contour de la Motte

35044 RENNES  
Téléphone : 0223212828  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

## 19. Dérogation(s) au CCAG - FCS

---

Article du présent CCP	Article du CCAG-FCS
13	14
16	5